

La responsabilité sociale et environnementale d'une communauté religieuse...

Rencontre de Paris
Le 4 mars 2009



COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT
FRENCH CATHOLIC COMMITTEE AGAINST HUNGER AND FOR DEVELOPMENT

ASSOCIATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE, PLACÉE SOUS LE PATRONAGE DES ÉVÊQUES DE FRANCE - GRANDE CAUSE NATIONALE 1993

4 mars 2009

La responsabilité sociale et environnementale, d'une communauté religieuse...

Selon l'idée qu'en réfléchissant au développement durable, aucun des champs et donc des acteurs ne détient seul la vérité, il nous a semblé intéressant d'entrer en mouvement avec les congrégations religieuses sur la question de la responsabilité sociale et environnementale et d'ouvrir ensemble de nouvelles dynamiques.

Nous sommes donc partis de 4 questions qui peuvent se poser à une communauté à propos de l'énergie, l'alimentation, le tri et recyclage, le fait d'être employeur, la mobilité :

- ⇒ Les questions qui se posent ?
- ⇒ Les incompréhensions rencontrées ?
- ⇒ Les points de progrès ?
- ⇒ Les points d'attentions ?

Nous souhaitons, comme chrétiens engagés au cœur du monde, repérer quel peut être notre apport spécifique face aux défis majeurs à relever pour avancer sur la voie d'un authentique développement humain au plan mondial. C'était l'enjeu de cette journée !

Une journée à laquelle étaient conviés les Supérieur(e)s Majeurs et Provinciaux, les Économes des Instituts Religieux et leurs délégué(e)s qui a réuni 90 participants. Les échanges ont été intéressants, riches, et dynamisants.

Un certain nombre de congrégations religieuses sont déjà bien engagées dans ces réflexions. Les chapitres donnent des orientations dans ce sens, de nombreuses commissions et groupes de travail ont été mis en place, les expériences dont on peut témoigner sont déjà nombreuses. Cette journée est une étape de plus sur ce chemin.

Le présent document vient vous rejoindre pour qu'à votre tour vous puissiez faire un pas de plus et participer ainsi à construire un monde meilleur pour aujourd'hui et les générations futures.

.

Bonne lecture !



Sommaire

	Pages
Introduction : « le sens du développement »	4
<i>Intervention de Pascal Vincens, CCFD-Terre Solidaire Chargé des campagnes et du thème d'animation</i>	
Votre empreinte écologique personnelle	6
<i>Document remis aux participants : à télécharger sur internet</i>	
La responsabilité sociale et environnementale	8
<i>Une question qui nous concerne tous...</i>	
<i>Intervention de Elena Lasida Responsable du Master économie solidaire et logique du marché à l'IC de Paris Chargée de Mission à Justice et Paix France</i>	
Les ateliers	21
Alimentation ● Recyclage ● Energie ● Travail ● Mobilité	
☒ Compte-rendu de l'atelier et fiche pour progresser en communauté...	
Pour aller plus loin	32
☒ Quelques documents de référence...	
Les participants	33

4e de couverture : Production industrielle d'un œuf !

Introduction



*Pascal Vincens, CCFD-Terre Solidaire
Chargé des campagnes et du thème d'animation
CCFD-Terre Solidaire*

Le sens du développement

Pour la période 2008–2011, le CCFD-Terre Solidaire s'est donné comme Thème d'animation « Le Sens du développement ». Ce choix révèle à la fois une volonté d'interroger les racines même du développement donc de notre action mais aussi une volonté de revenir, en quelque sorte à la source, aux fondements de notre existence.

Chaque année, le CCFD-Terre Solidaire choisit une porte d'entrée. Après « les modèles de développement », nous voulons cette année examiner de plus près « la responsabilité sociale et environnementale des acteurs économiques ».

Pourquoi un tel choix ? La phase de mondialisation que nous vivons est marquée par la prédominance de l'économique. Les logiques économiques accaparent toujours plus de pouvoir. Cette pensée unique qui s'impose à l'humanité la marque profondément dans sa vie quotidienne : exploitation de la main d'œuvre des pays en développement, dégâts environnementaux irréversibles, accumulation de richesses par une minorité pendant que la majorité voit l'accès aux droits fondamentaux les plus élémentaires devenir chaque jour plus utopique. Nous ne pouvons nous en satisfaire !

Face à cette situation il eut été aisé de désigner UN acteur responsable de tous les maux qui frappent notre planète : l'Entreprise. Nous refusons cette idée pour affirmer combien un monde complexe mérite que nous poussions l'analyse un peu plus loin en prenant en compte le rôle et les responsabilités de chaque acteur : entreprises, Etat, consommateurs, épargnants ...

Nous avons donc souhaité que chacun examine ses responsabilités, non pas comme un fardeau, ni pour chercher un « présumé coupable » mais bel et bien comme un levier d'action potentiel au service du développement, une part de pouvoir à conquérir ou à reconquérir.

Enfin nous portons aussi la volonté d'examiner les articulations, les interdépendances entre crises environnementales et crises sociales. L'actualité fait parfois la part belle aux questions écologiques, comme ce fut le cas avec le Grenelle de l'environnement.

Mais que serait une planète écologiquement durable si les besoins sociaux de ses habitants ne sont pas satisfaits ?

Nous voulons également vivre cette démarche en tant que chrétiens. Notre foi ne nous donne aucune solution toute faite, aucune longueur d'avance sur les plans techniques ou scientifiques. Nous croyons par contre que notre présence au cœur du monde peut être porteuse d'espérance et de courage. Espérance pour inviter nos concitoyens à percevoir au quotidien les germes d'un monde nouveau. Courage pour aborder les questions fondamentales qui marquent nos sociétés et oser apporter des réponses novatrices.

Avons-nous eu une prémonition ? Depuis quelques mois, avec la crise « financière », l'interrogation sur les responsabilités s'est intensifiée. En ce qui nous concerne, nous n'acceptons pas l'idée que cette crise serait un incident passager lié à quelques soubresauts boursiers. Au contraire, il nous semble que cette crise révèle des problèmes structurels bien plus profonds. C'est probablement notre modèle de développement qui est à bout de souffle. Il y a lieu de l'interroger.

Commençons par nous même : examinons le rôle de nos communautés de religieux et religieuses comme acteurs économiques. C'est ce que nous vous proposons de faire au cours de cette journée...

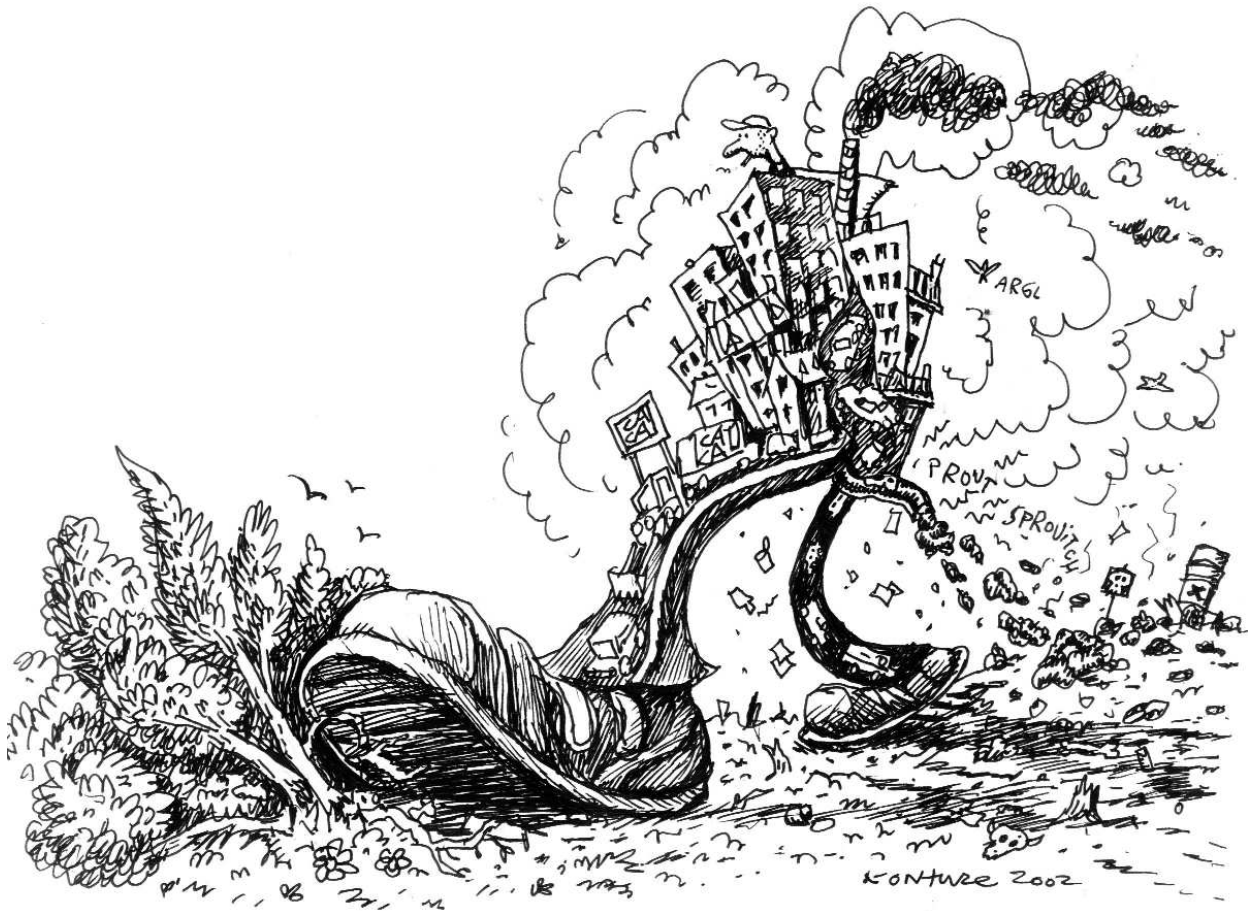


Votre empreinte écologique personnelle ?

Préliminaire avant la lecture de ce document

Test à télécharger - http://www.passerelleco.info/IMG/pdf/Test_Empreinte_Ecologique.pdf

L'Empreinte Ecologique : Test et calcul



Quand je mange une orange ou un oeuf, quand je me déplace en véhicule, quand je prends une douche, je consomme des ressources naturelles. Chacun de ces actes s'accompagne d'une consommation de ressources que la planète doit me fournir et d'une production de déchets qu'elle doit absorber, en conséquence de leur production et leur usage. A l'origine de cette ressource, il y a une partie de la terre, ou des océans, une portion de la planète, une surface vivante...

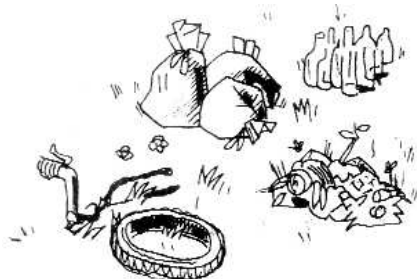
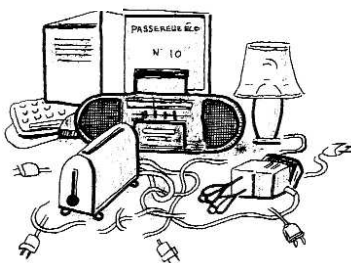
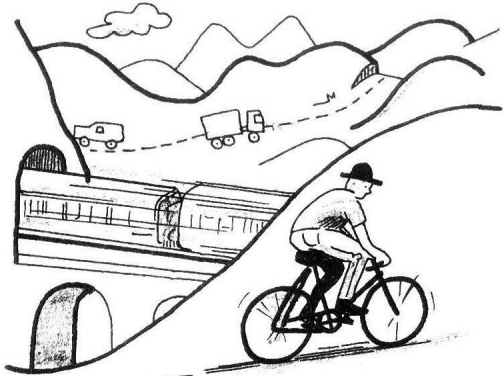
Définition de l'empreinte écologique

L'empreinte écologique d'une population humaine correspond à la surface écologique productive nécessaire au maintien durable de la population à son niveau de vie actuel, c'est-à-dire :

- Pour fournir l'énergie et les matières premières consommées par la population
- Pour éliminer tous les déchets de la population avec sa technologie.

La surface écologique productive est constituée de forêts, de terres cultivées, et de pâturages. Elle comprend également l'eau potable et les ressources des océans.

Les grandes catégories du test



La responsabilité sociale et environnementale d'une communauté religieuse

Elena Lasida, Chargée de Mission à Justice et Paix France et responsable du Master économie solidaire et logique du marché à l'Institut Catholique de Paris



Je me réjouis de retrouver aujourd'hui quelques visages connus. Pour commencer je dois m'excuser parce que je pense que certains et certaines d'entre vous m'ont déjà entendue parler du développement durable, qui est très lié à la question d'aujourd'hui : la responsabilité sociale et environnementale d'une communauté religieuse.

Je voudrais vous dire d'où j'aborde la question.

Dans le cadre de Justice et Paix France nous avons produit un livre « Notre mode de vie est-il durable ? » (édité chez Karthala en 2006). Il s'agit d'une approche assez générale du développement durable qui en présente les enjeux, généraux, éthiques, et théologiques. Suite à cela nous avons décidé de travailler sur quelques thématiques plus précises. Un premier livret vient de paraître : « Mobilité durable : bouger moins pour être plus présent ». Nous travaillons actuellement sur le prochain livret sur la question "Croissance, décroissance". La troisième livret envisagé, sortira un peu plus tard et portera sur "Les villes durables". C'est donc dans le cadre d'un travail collectif que j'approfondis ces questions ainsi qu'à l'Institut Catholique de Paris où j'enseigne en tant que responsable du Master d'Economie Solidaire. Toutes ces questions sont très proches les unes des autres, et on ne peut aborder les unes sans toucher aux autres.

Je procéderai aujourd'hui en deux temps :

Je vais commencer par dire quelque chose de la responsabilité sociale et environnementale, une question qui nous concerne tous, que l'on soit religieux ou pas, en tant que membre de la communauté humaine. Dans un deuxième temps, je dirai quelque chose de plus spécifique sur la responsabilité sociale et environnementale pour une communauté religieuse.

On ne l'a pas dit, mais je ne suis pas religieuse ! J'ose parler de la communauté religieuse, à partir d'une longue histoire de travail en commun, et d'amitié avec plusieurs d'entre vous. C'est à partir de là que je me permettrai de dire quelque chose par rapport à ce que je vois aujourd'hui de spécifique dans la vie religieuse.

Une question qui nous concerne tous

Je vais décliner la responsabilité sociale et environnementale en trois déplacements. Le terme de « déplacement » est un terme que j'aime beaucoup, et je pense que les questions du développement durable et de la responsabilité sociale et environnementale sont avant tout une invitation au déplacement et au décentrement pour sortir de nos schémas de vie avec d'autres pour aller vers quelque chose que l'on ne connaît pas encore très bien...

■ Premier déplacement, du social au sociétal

Le terme de responsabilité sociale est surtout utilisé dans le milieu de l'entreprise. On parle de Responsabilité Sociale de l'Entreprise, et parfois de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise. On parle de la RSE comme si c'était une chose complètement acquise et bien définie, alors que l'on retrouve dans les entreprises des expériences très différentes derrière ce terme. Dans le milieu des entreprises, la Responsabilité Sociale et Environnementale est aujourd'hui quelque chose de très connu. Je pense qu'il y a là dans la distinction social-sociétal quelque chose d'intéressant. Il y a là un déplacement à faire pour passer de l'un à l'autre terme qui ne renvoie pas aux mêmes choses.

Quand on dit social, on utilise un adjectif pour évoquer ce qui est exclu de la société. On parle des cas sociaux, du travail social, et en général cela fait plutôt référence aux gens qui ne sont pas intégrés dans la société, ou qui souffrent d'une certaine exclusion, qui posent problème. Et pourtant, dans le terme « social », on pourrait voir quelque chose qui nous concerne tous, qu'on soit exclus ou inclus : la société ou comment nous faisons société ensemble. C'est là la différence que je fais, et que l'on peut faire entre social et sociétal.

Ainsi quand on parle de responsabilité sociale, ce n'est pas simplement, faire son activité commerciale et économique, et en plus faire un peu de social en s'occupant de projets dits sociaux, donner un peu d'argent pour une crèche, ou pour un projet dans un pays du Sud. Je caricature un peu, mais c'est pour dire que ce n'est pas seulement ça qui est concerné ou touché par la responsabilité sociétale de l'entreprise ou de n'importe quel acteur. La question est plutôt de voir comment on fait société avec les autres ? Comment, en tant qu'entreprise, en tant que communauté religieuse, en tant qu'institution quelconque, on fait société avec les autres. Il y a bien un déplacement à faire, penser comment passer d'une approche un peu réductrice du « social » à une « responsabilité sociétale ».

On pourrait dire la même chose par rapport à l'environnement : l'environnement, on en parle beaucoup, et dès que l'on parle du développement durable, tout de suite, on pense aux ressources naturelles... En fait, on sépare trop la question environnementale de nos modes de vie, de nos manières de vivre ensemble, de nos projets de société. Et si la question environnementale se réduit à fermer le robinet quand on se brosse les dents, à éteindre la lumière quand on sort d'une pièce, ou à éteindre l'ordinateur quand on ne l'utilise pas, on peut dire : oui, on est responsable de

la gestion des ressources naturelles, mais en fait, cela revient juste à changer quelques habitudes mais cela ne changera pas grand chose à nos projets de société.

Il faut penser toutes ces dimensions ensemble. Et les penser, justement, à l'intérieur de projets de société, de projets communs : qu'est-ce que nous faisons ensemble sur terre ? Que ce soit avec ceux qui nous sont les plus proches, que ce soit avec les plus lointains. Parce qu'aujourd'hui, nous savons que nous sommes interdépendants. On ne peut plus (se) penser uniquement au niveau local ou national, nous devons (nous) penser aussi au niveau mondial.

Cela rejoint bien ce que vous avez dit dans la remontée des ateliers :

"Se nourrir, l'alimentation" : Vous avez évoqué les conversions personnelles à favoriser et vous avez pris le soin de préciser : *il ne s'agit pas simplement d'une conversion d'attitudes et de comportements, il s'agit d'un changement de société, et donc d'entrer dans la vision d'un monde différent.*

"Se loger, l'énergie" : *Ce qu'il faut, c'est penser l'habitat global. Il ne faut pas penser uniquement comment mieux isoler nos maisons, mais une autre manière d'habiter dans nos maisons...*

C'est bien cela dont il s'agit : le sociétal plutôt que uniquement le social et l'environnemental. Dans le "sociétal" il y a à la fois le social et le politique, ce sont bien ces deux dimensions importantes qui à mon avis sont souvent laissées à la marge. Il est clair que quand on parle de responsabilité sociale et environnementale comme projet de société, on ne peut pas faire l'impasse sur la dimension politique. Elle devient première. C'est bien le but et la mission de la politique, non pas le travail des élus, du gouvernement, mais la politique dans le sens premier du terme qui est la gestion de la cité, la gestion du vivre ensemble. Dans la fonction politique, on est tous concernés. Et donc, la responsabilité sociale et environnementale nous renvoie à notre responsabilité politique, à notre place dans la politique, comment nous participons à la vie de la cité, aux décisions qui sont prises là où nous habitons.

Vous en avez parlé ce matin...

"Se déplacer, la mobilité" : *aujourd'hui, ce qui se cherche, se met en place en termes de moyens de transport, passe par des lieux de débats publics. Sommes-nous présents dans ces lieux ?*

On est en définitive, plusieurs d'entre vous l'ont dit, très sensibles et très conscients du développement durable et de la responsabilité sociale et environnementale. Mais ce qui pose le plus problème, c'est l'articulation entre ces dimensions autour d'un projet de société : comment penser avec d'autres la société dans laquelle nous voulons vivre ?

■ Deuxième déplacement, du mode de vie au style de vie

Dans les ateliers de ce matin, vous avez abordé des questions qui se réfèrent très clairement aux modes de vie : comment on se loge, comment on s'alimente, comment on se déplace, comment on travaille avec d'autres. On pourrait dire : comment on consomme, comment on habite l'espace, comment on construit nos villes... au risque de se limiter à des changements d'habitudes, de pratiques, de choses très concrètes. Comme s'il s'agissait d'acquérir quotidiennement des réflexes nouveaux : fermer le robinet, éteindre la lumière... Oui, il y a changement de mode de vie puisque, si on intègre bien ces nouvelles habitudes on peut arriver à économiser beaucoup d'énergies. Mais, est-ce cela qui est surtout visé quand on parle de responsabilité sociale et environnementale des acteurs économiques (que nous sommes) ?

Il faut aller bien plus loin que des changements d'habitudes et pour dire cela il nous fallait un autre mot. On a alors pensé au « style » de vie. Le mode de vie renvoie plutôt au fonctionnement, comment ça marche, qu'elle est la mécanique... tandis que le style de vie dit autre chose plutôt de l'ordre de la cohérence. Le style d'un artiste ou d'une maison ou d'une œuvre d'art, ne se réduit pas à une forme particulière mais renvoie à quelque chose de plus général : la manière d'utiliser les couleurs, la manière de relier les formes, une vue d'ensemble.

C'est dans ce sens là que l'on peut dire, aujourd'hui, qu'il n'y aura pas un seul modèle, une seule manière de faire, qui remplacera ce que l'on faisait jusqu'à maintenant. Il n'y aura pas un seul mode de développement "alternatif" mais une multiplicité de manières de faire différentes. Il ne s'agit donc pas de trouver la solution au problème auquel on est confronté aujourd'hui mais beaucoup plus de penser quelle vie nous voulons vivre ensemble. Et c'est là que la question du style est première et fondamentale par rapport à la question du mode de vie. Le style pose une question au niveau du sens de la vie, beaucoup plus que sur le « faire ». Là se pose la question qui, à mon avis est la question fondamentale du développement durable : comment nous définissons une vie bonne ? Qu'est ce qui nous permet de « vivre mieux » ? Qu'entend-on par qualité de vie ?

La qualité de vie, c'est une expression que nous utilisons beaucoup mais que nous réduisons souvent à l'accès aux biens matériels. On a une meilleure qualité de vie quand on a deux maisons plutôt qu'une, deux voitures plutôt qu'une. Est-ce vraiment cela la bonne mesure ? Comment pourrions nous définir ce qui serait pour nous une vie bonne, vivre mieux, ce qui serait porteur de plus de vie pour nous et dans notre société ? Est-ce l'accès aux biens matériels ou autre chose ? S'il s'agit d'autre chose, de quoi s'agit-il, comment le nommer ? Nous sommes peut-être d'accord que l'on ne peut pas réduire la vie à l'accès aux biens, mais nous ne savons pas comment parler de la qualité de vie d'une autre manière : voilà le problème !

C'est cela qui est aujourd'hui interrogé par le développement durable, et c'est pour cela qu'il convient de faire ce déplacement de langage entre mode de vie et style de vie, car il ne s'agit pas d'une question de pratiques mais du fondement et du sens de la vie humaine. Les ateliers de ce matin montrent bien cela, on se demande comment on consomme, comment on se déplace, comment on se loge... et on se demande ce que ça change de consommer autrement, se déplacer autrement... C'est

la question fondamentale. C'est là que le développement durable devient quelque chose de passionnant qui consiste à penser une nouvelle manière de vivre ensemble, une nouvelle manière de vivre en communauté, porteuse de quelque chose de nouveau, un nouveau style de vie.

Deux choses à préciser. Je parlais de "la vie bonne". Il s'agit bien de voir comment nous définissons la vie bonne, et il faut faire le deuil d'un modèle alternatif qui remplacerait le modèle actuel. Il n'y aura pas de modèle alternatif, absolu, bon pour tous. Ça n'existe pas. Chaque fois qu'on a trouvé une ressource renouvelable nouvelle, on a pensé que c'était la solution idéale, et dès qu'on a commencé à l'utiliser, on a vu apparaître tous les effets pervers qui y sont associés. Quand les biocarburants sont apparus, on a dit : "on est sauvés, on n'utilise plus de pétrole, on peut continuer à utiliser nos voitures en remplaçant le pétrole par les agro-carburants ». Mais on a vu par la suite que si on utilisait les produits agricoles pour nos voitures c'était au détriment des besoins alimentaires des populations.

Des choix à faire

Ce qui pose une question majeure, éthique, c'est la question des choix. La responsabilité sociale et environnementale, en tant que "responsabilité" nous invite ou nous provoque à penser la manière dont nous faisons nos choix. Vous avez énormément parlé de cela ce matin, et tous les groupes ont évoqué comment les questions très pratiques auxquelles vous étiez confrontés, posaient des questions au niveau des choix et des décisions à prendre. Je les rappelle rapidement, sans vouloir reprendre tout ce qui a été dit :

- *Il y a souvent opposition entre la dimension communautaire et la dimension individuelle. Au niveau individuel, on a parfois d'autres besoins que les besoins communautaires. Alors, comment articuler le communautaire et l'individuel ?*
- *Comment prendre une décision en communauté ?*
- *La question des choix, c'est une question de discernement, et ce qu'il faut, c'est surtout commencer par en parler, faire circuler la parole.*
- *Il faut trouver des critères pour faire ces choix : est-ce qu'on fait un achat en fonction du prix, cher ou pas cher ? c'est souvent le premier critère qu'on a à l'esprit. Est-ce que c'est en fonction du temps disponible, ce qui est plus facile à acheter ; supermarché ou plusieurs petits commerçants ? La simplicité de vie ?*
- *La question des différences culturelles est aussi une question de choix. Comment articuler les différences culturelles par rapport à l'alimentation, à la nourriture, aux repas ?*
- *Le rapport à la loi a son importance dans la mesure où elle marque un cadre général pour tout le monde, mais parfois elle peut devenir un absolu, tellement absolu, quelle empêche le changement, la prise d'initiatives, la créativité... (on peut, dans l'Évangile, trouver quelques indications intéressantes sur le fait que la loi doit être au service de l'homme, et non pas l'homme au service de la loi).*
- *La question des relations laïcs-religieux dans une même mission : comment définir les statuts différents et les responsabilités différentes ? Comment créer des espaces de dialogue pour définir ces relations nouvelles entre laïcs et religieux ?*
- *Les contradictions entre temps et environnement, ou entre travail et environnement : parfois on est pressé, il faut faire vite, parce qu'il faut du temps pour bien faire notre mission, mais en fait, en faisant ça, on ne respecte pas l'environnement.*
- *On constate que souvent, on manque de compétences pour pouvoir décider. On se demande qui a la vérité ? Qui dit vrai ?*

Sur ces questions-là, personne n'a la vérité. Il y a des gens qui ont des connaissances et des compétences qui peuvent être utiles. Quand la question est : est-ce que l'ordinateur utilise plus ou moins d'énergie en veille ou éteint ? Il faut aller demander à quelqu'un qui connaît les ordinateurs, évidemment ; ce n'est pas par un discernement spirituel qu'on va décider ça... Mais ce n'est pas le technicien qui va décider ce que l'on va faire ! J'étais, il n'y a pas très longtemps, dans une maison religieuse, pour un séminaire, c'était le moment du repas, et voilà qu'entre un plat et l'autre on change les assiettes ; en fait, l'assiette n'était pas du tout sale ! Alors, je dis à la personne qui enlevait les assiettes (une salariée de la maison) : « Ce n'est pas nécessaire d'enlever les assiettes, cela va utiliser deux fois plus d'eau, on peut très bien continuer dans la même assiette. » Et la personne me répond de manière très pertinente : « Mais, si je n'ai pas deux tournées d'assiettes à laver, je vais travailler moins de temps, et je vais perdre la moitié de mon salaire. Et moi, j'ai besoin de ce salaire pour vivre. » Alors, mon environnement ? ... Je suis allée chercher une autre assiette.

Ce que je veux dire à travers ce petit exemple, c'est que nous allons être confrontés en permanence à ce genre de questions : va-t-on laver deux fois ou une seule fois les assiettes ? C'est la communauté qui doit prendre la décision en tenant en compte de tous les éléments. Cela revient à se demander : qu'est-ce qu'on est prêt à perdre pour gagner quoi ? Que choisir entre environnement et travail ? Peut-être trouvera-t-on une autre alternative, on peut élargir le temps de travail de la personne avec un autre travail que celui de laver les assiettes. Ça demande de réfléchir avec toutes les personnes qui sont concernées avant de prendre la décision.

Vous avez évoqué cette question des choix dans les ateliers : comment on fait des choix, et aussi comment on fait des choix avec d'autres ? Déjà, ce n'est pas facile au niveau individuel, faire des choix en communauté, vous pouvez en parler mieux que moi, c'est très difficile ! Aujourd'hui, dans la société, on doit apprendre à faire des choix avec des personnes qui ont des intérêts très différents : comment faire autrement que par des rapports de force ? Ça, on sait faire : on se réunit avec ceux qui ont les mêmes intérêts et on essaie de faire pression ; c'est celui qui crie le plus fort qui va l'emporter. Et souvent, les décisions politiques sont le résultat de rapports de force. Est-on capable de décider ensemble, avec des intérêts différents, en créant des relations autres que des rapports de force ? C'est une des questions fondamentales de la responsabilité sociale et environnementale.

Une approche positive de la limite

Aujourd'hui, on est confronté à des limites. Partout, on nous dit : si on continue d'utiliser les ressources de la manière dont on est en train de le faire, c'est sûr, on va droit dans le mur. Actuellement nous consommons les ressources équivalant à deux ou trois planètes supplémentaires, donc, c'est clair !

Que fait quand face à une limite ? La première chose qu'on voit, c'est ce qu'elle nous empêche de continuer à faire ce que l'on voulait faire. La limite est toujours une entrave, un obstacle, quelque chose qui nous dit qu'on ne peut pas continuer de la même manière. La limite, en général, entraîne une perte : c'est clair et c'est net ! Mais, c'est vrai aussi que c'est souvent à ce moment-là qu'on est capable de trouver une nouvelle manière de faire. Comme si la limite permettait de libérer une potentialité nouvelle, une force nouvelle. C'est à ce moment-là qu'on va vraiment se poser la question : est-ce que je peux faire autrement ? Est-ce que je peux faire autre chose ? Souvent la limite est ce qui va permettre de créer du nouveau. La limite est associée à l'émergence de la nouveauté. Quand tout marche bien, il n'y a pas de raison de changer : pourquoi introduire une nouveauté ? C'est cela qu'on veut dire en parlant d'une approche positive de la limite, ce n'est pas la limite elle-même qui est la nouveauté, mais elle crée l'espace pour faire émerger du nouveau. La limite apparaît ainsi comme terreau de nouveauté.

Je pense que vous l'avez évoqué d'une manière ou d'une autre, mais qu'il faut souligner la nouveauté associée à chaque limite. Par exemple, vous avez parlé du temps à plusieurs reprises en disant qu'il faut changer le rapport au temps. Vous disiez : si on utilise moins la voiture on va faire les choses plus lentement. Il faut donc changer son rapport au temps. Vous avez parlé du covoiturage ou du fait de se mettre ensemble pour aller à des rendez-vous (médicaux ou autres), plutôt que de se déplacer séparément. Est-ce que ce rapport différent au temps est porteur de quelque chose de meilleur ? Le groupe disait : *le fait de faire ces déplacements ensemble fait qu'on se parle davantage entre voisins, ou membres d'une communauté, il faut s'organiser ensemble et on partage beaucoup plus les souffrances ou les besoins de chacun, ça crée des relations*. Voilà une illustration claire de l'approche positive de la limite : on va faire plus lentement, c'est beaucoup moins confortable, mais le fait de se déplacer ensemble favorise des relations, crée un espace de communication, qui autrement n'existerait pas.

Dans votre réflexion sur les relations entre laïcs et religieux dans le travail vous disiez : il faut trouver des relations nouvelles, cela passe par une bonne définition du statut et de la fonction de chacun. Ce que faisaient les religieux est maintenant pris en charge par des laïcs, ce transfert se fait parfois dans la tension et dans la douleur, car ça suppose pour les religieux/ses d'accepter de ne pas continuer à faire ce qu'ils faisaient auparavant. Ce deuil et cette tension constituent peut-être une chance pour redéfinir l'essentiel de la vie religieuse qui ne se réduit pas à la tâche à accomplir. Cette question renvoie à quelque chose de fondamental qui parle du sens beaucoup plus que du faire. Aujourd'hui, il y a des choses que les religieux/ses ne peuvent plus faire : c'est une bonne occasion pour poser la question de ce qui constitue l'essentiel de la vie religieuse. Se définit-elle par le « faire » ou par une manière « d'être » ? Réduire le « faire » c'est peut-être une chance pour reformuler et renforcer « l'être »... Il s'agit là encore une fois de l'approche positive de la limite.

Aujourd'hui, une seule congrégation n'est plus auto-suffisante. Il faut apprendre à faire avec d'autres. Le fait d'être plus limité, d'être moins nombreux, d'avoir moins de compétences, oblige à aller travailler avec d'autres. Ce n'est jamais évident ni facile, cela suppose une certaine « désappropriation » qui est aussi l'occasion de découvrir d'autres manières de voir, d'autres manières de faire. Travailler avec d'autres renvoie aussi aux questions fondamentales sur soi-même pour bien se positionner face aux autres. Du coup, la limite devient une possibilité de s'enrichir et de se redécouvrir. Vous vous êtes demandé(e)s ce matin : Pourquoi ne pas réfléchir ces questions en inter-congrégations ?

■ **Troisième déplacement, de la fabrication à la création**

Dans le développement durable il y a quelque chose qui est souvent mal compris. On dit "durable" et on pense : faire durer ce que nous avons, prolonger autant que possible nos acquis, faire profiter les générations futures de notre qualité de vie d'aujourd'hui.

Ce n'est pas ce que nous avons déjà qu'il faut faire durer mais notre capacité à créer du neuf. Cela nous invite à inventer quelque chose d'autre que ce qui existe déjà. Durable ne veut pas dire faire durer le même (la même chose) mais être capable d'inventer du nouveau. Voilà la différence entre fabrication et création. Fabriquer c'est exécuter un plan établi d'avance. C'est ce que font les architectes, les ingénieurs, ils fabriquent. Le développement durable n'est pas une affaire de fabrication mais de création.

Créer c'est accueillir l'incertitude, c'est à dire ne pas pouvoir anticiper le résultat auquel on va arriver. Sinon, il n'y a pas création mais simplement fabrication. La création c'est l'émergence du radicalement nouveau. Nous devons donc commencer par accepter de laisser une place à l'incertitude. Quand on veut tout prévoir, on s'angoisse parce qu'on ne sait pas ce qu'on va devenir, ce que vont faire nos communautés qui ne se renouvellent pas, ce que vont devenir nos institutions... On ne laisse aucune place à l'incertitude, au vide d'où va émerger du nouveau. Pour rendre durable le développement il faut commencer par laisser de la place à l'imprévisible, à l'incertitude, pour que le radicalement nouveau puisse émerger.

Dans ce sens, en tant que chrétiens nous avons quelque chose à dire à propos du développement durable. A Justice et Paix, nous avons mis en lien deux notions bibliques qui renvoient à des expériences profondément humaines : l'Alliance et la Promesse.

L'Alliance

L'alliance est une question importante quand on parle de développement durable parce que le développement durable et la responsabilité sociétale posent la question du vivre ensemble. Dès qu'on parle du vivre ensemble, il faut se poser la question du type de relations que l'on veut tisser.

Dans la relation avec la nature, on est passé d'une relation plutôt instrumentale, où la nature est conçue comme matière première, à une relation qui peut parfois aller jusqu'à la sacralisation. C'est la position de certains mouvements écologistes fondamentalistes : « La nature, surtout, ne pas toucher !" Un respect absolu de la nature même au détriment de l'humain. On est là entre deux attitudes de domination : d'un côté l'instrumentalisation, c'est l'homme qui domine la nature, de l'autre la sacralisation, c'est la nature qui domine l'homme.

Peut-on penser aujourd'hui des relations entre humains autres que de domination ? C'est là que la notion d'Alliance est intéressante car elle dit quelque chose d'autre que la domination. Quand on dit alliance on pense plutôt partenariat. Par exemple vous avez parlé de partenariat, en terme de laïcs-religieux, en vous demandant : *comment devient-on partenaires ?* Il s'agit de passer de la dépendance à l'interdépendance, passer de la prévention des risques à la capacité de prendre des risques ensemble.

c'est après le Déluge, avec Noé, qu'apparaît pour la première fois la notion d'Alliance dans la Bible. Dieu vient, et dit à Noé : « Je veux faire une alliance avec toi (...) Je te promets que, plus jamais, je vais détruire la terre avec un déluge. » Vous remarquerez que cette alliance est exprimée en forme de promesse. A travers cette promesse, il est dit quelque chose d'essentiel, Dieu est en train de lui dire : *Dorénavant, tu es autant responsable que moi de la destinée de cette terre, de faire de cette terre une terre habitable. Dorénavant, tu es co-créateur avec moi.*

Faire alliance revient à devenir co-créateurs. Est-ce que dans nos associations, nos communautés, nos localités, nous nous pensons en co-créateurs avec les autres ? L'alliance biblique va bien plus loin qu'un compromis, forme d'alliance classique en politique. L'alliance biblique dit quelque chose d'autre, être co-créateur, cela veut dire prendre des risques ensemble, créer ensemble, élaborer un projet de vie ensemble.

La Promesse

La promesse est aussi une notion très intéressante parce que souvent le discours sur le développement durable est très fataliste, du genre : « Attention si on continue de consommer et de produire comme ça, on va droit dans le mur ! Nous sommes en train de condamner à mort les générations futures. » Le discours est culpabilisant et menaçant, la perspective d'avenir est horrible, devant nous c'est la mort assurée... N'y a-t-il pas d'autres manières de parler ? Comment, nous chrétiens, parlons-nous de l'avenir ? Sommes-nous capables d'en parler comme d'une Promesse plutôt que comme une Menace ?

Cela touche et interroge trois représentations majeures de notre vie humaine :

La représentation de l'avenir : Si la menace est la seule manière de parler aujourd'hui de l'avenir cela veut dire qu'on ne voit pas comment parler de Promesse à cause des risques. Peut-on parler de Promesse tout en étant conscient des risques ?

La représentation de l'humain : Comment parlons-nous aujourd'hui de ce qu'est l'être humain : comme un dominateur ou comme quelqu'un capable de faire alliance avec d'autres ? Comme un prédateur, ou comme quelqu'un capable de créer avec les autres ?

La représentation de la transcendance : Aujourd'hui, face à la question du développement durable, est posée de manière fondamentale la question de la transcendance (pas seulement de Dieu). Combien de fois entend-on un discours complètement fataliste du genre : *on n'y peut rien, rien ne va pouvoir changer, on est dans une sorte de rouleau compresseur.*

Il y a dans ce fatalisme une certaine représentation de la transcendance : quelque chose de plus grand que nous (le système, le monde...) qui nous détermine et ne nous laisse aucun degré de liberté. C'est une manière de parler de la transcendance. Mais on entend aussi dans l'autre extrême, un déni total de la transcendance : quand l'homme pense qu'on peut tout contrôler, qu'on peut tout maîtriser, quand on cherche le risque zéro, la sécurité totale... Ici on ne laisse aucune place pour ce qui nous dépasse, aucune place pour l'émergence du radicalement nouveau. Or, une société qui ne laisse aucun espace pour l'imprévisible et pour le radicalement nouveau est une société condamnée à mort.

La responsabilité d'une communauté

Je pense que la communauté religieuse a quelque chose à dire par rapport à ces trois représentations. Elle pourrait être un lieu privilégié, prophétique, pour donner à voir des représentations nouvelles de l'avenir, de l'humain, et de la transcendance. Trois aspects de la vie religieuse qui peuvent être porteurs de représentations nouvelles.

■ Les communautés : un laboratoire du vivre ensemble

Quand on parle de communauté religieuse, on parle d'abord de communauté comme expérience première, et aujourd'hui, ce serait intéressant de penser les communautés religieuses comme des laboratoires de vivre ensemble, des laboratoires pour expérimenter de nouvelles manières de vivre ensemble. Notre société cherche de nouveaux modèles de vivre ensemble, de nouvelles manières de vivre, de décider ensemble, de faire des choix collectifs. La question du vivre ensemble, est devenue une question majeure pour nos sociétés.

La communauté pourrait peut-être donner à voir et dire quelque chose de nouveau sur l'humain et sa capacité relationnelle, une représentation nouvelle de l'humain définie avant tout par sa capacité d'alliance plutôt que par sa capacité de domination, ou de relation contractuelle avec les autres. Est-ce que la communauté religieuse est aujourd'hui porteuse d'une nouvelle représentation de l'humain, et d'une nouvelle conception du vivre ensemble ? Et si oui comment ? Comment arriver à dire ce qu'on vit en communauté ? Est-ce porteur, pour la société, d'une nouvelle manière de vivre avec d'autres ?

■ La communauté peut dire Dieu d'une manière nouvelle

Deuxième aspect : la dimension religieuse de la communauté. La question qui se pose, c'est : comment parler de Dieu et de transcendance aujourd'hui ? Il s'agit de dire Dieu d'une manière nouvelle dans des sociétés qui se situent en général entre deux postures : le fatalisme et la négation de toute transcendance ? Il faudrait dire Dieu d'une manière différente qu'à travers une relation de déterminisme total de la part de Dieu où dans l'autre extrême, de négation totale de Dieu, c'est-à-dire de maîtrise exclusive de l'humain ? Je pense en particulier aux communautés religieuses, mais cette question se pose à tous les chrétiens : comment parlons-nous de Dieu aujourd'hui, dans une société qui a du mal à vivre l'expérience de la transcendance ? Parler d'une transcendance qui se situe dans un entre-deux, entre maîtrise et démaîtrise, entre un Dieu qui me détermine totalement : "j'attends que tout me vienne d'ailleurs parce que de toute manière je n'y peux rien", et le volontarisme et l'absence totale de lâcher prise : « tout dépend de nous, et c'est à nous d'arriver à faire, à changer, à transformer ». On peut dire qu'on croit en Dieu, mais si on pense qu'on peut tout maîtriser, d'une certaine manière, on est en train de nier Dieu.

Comment dire Dieu aujourd'hui entre maîtrise et démaîtrise, entre fatalisme et sécurité totale alors qu'il accompagne cette place qui permet de penser l'émergence du radicalement nouveau. Cela reviendrait à associer la transcendance à la capacité d'accueillir l'incertitude, l'imprévisible, risquer une perte pour que quelque chose de nouveau puisse émerger.

■ Les communautés religieuses comme signe des temps

On pourrait parler des communautés religieuses comme un signe des temps. Cela renvoie à l'expérience des vœux, fondamentale pour les religieux, que vous avez évoquée ce matin dans les ateliers.

Vous avez beaucoup parlé du vœu de pauvreté, en disant : *Comment vivre aujourd'hui le vœu de pauvreté autrement qu'en achetant le moins cher ? La pauvreté doit se définir autrement, puisqu'on voit les effets pervers qu'il y a à essayer de dépenser le moins possible ?* Il y a là une question très intéressante pour les communautés religieuses.

Dans les vœux il y a une expérience de radicalité, une expérience de rupture par rapport à un mode de vie habituel qui essaie de dire quelque chose de nouveau et de fondamental. A mon avis, vos trois vœux sont une approche positive de la limite. Vu de l'extérieur, souvent exprimés par la négative, ils sont des limites : ne pas s'enrichir, ne pas accumuler des biens, ne pas rien posséder, ne pas se marier, ne pas avoir de pouvoir...

De fait, chaque vœu est associé à une limite, à un renoncement, à une perte de quelque chose. Et pourtant, je crois que ce que vous voulez dire à travers cette expérience des vœux c'est qu'ils permettent de vivre quelque chose de nouveau et de différent...

Le vœu de pauvreté est un non à l'enrichissement et à l'accumulation des biens. Ce que vous dites est un autre type de rapports aux biens, c'est le fait d'être libre par rapport aux biens. La pauvreté ne signifie pas d'avoir le moins possible, mais de ne pas être conditionnés par les biens. Quand on est obsédé par acheter toujours le moins cher, c'est peut-être le contraire du vœu de pauvreté que l'on est en train de vivre... Le vœu de pauvreté, comme approche positive de la limite dit quelque chose de nouveau sur la mise en commun. Comme si la limite en termes de biens possédés individuellement permettait de faire une expérience relationnelle nouvelle : la mise en commun.

Nos sociétés cherchent aujourd'hui de nouveaux modèles de vie en commun. Cela rejoint ce que vous disiez pour rendre le logement durable, il ne suffit pas de bien isoler nos maisons, il faut penser nos maisons, nos villes, d'une manière beaucoup plus collective, il faut penser la propriété commune, plutôt que la propriété individuelle. Et ça, évidemment, on ne sait pas du tout le faire ! La communauté religieuse peut ainsi, à travers son expérience rendre visible une expérience de mise en commun porteuse d'une meilleure qualité de vie : elle est alors prophétique par rapport à la recherche d'une nouvelle manière de vivre ensemble.

Le vœu de chasteté renvoie à l'expérience de l'alliance que j'évoquais tout à l'heure. C'est un mot qu'on utilise souvent dans le mariage. Dans la vie religieuse vous dites : ne pas se marier permet de créer des relations différentes avec les autres... Ne pas avoir de relations d'exclusivité avec quelqu'un, ou avec sa famille, permet une alliance plus universelle. La limite permet ici une expérience relationnelle nouvelle. Le but n'est pas de renoncer au mariage ou à fonder une famille, mais de vivre un type de

relation nouvelle avec autrui. Ainsi la vie religieuse, à travers les vœux, peut donner à voir une expérience relationnelle nouvelle.

Le vœu d'obéissance consiste à penser l'autorité non plus en terme de pouvoir mais en terme d'interdépendance. Avec le vœu d'obéissance vous ne choisissez pas la dépendance, vous ne laissez personne décider pour vous, mais vous choisissez de décider ensemble. Interdépendance ne signifie pas qu'il n'y a pas de responsable mais qu'il y a des responsabilités différentes articulées autour d'un projet commun. Les relations vont être d'interdépendance, et non pas des relations verticales de dépendance.

Aujourd'hui, on a besoin de repenser l'interdépendance car on est de fait, complètement interdépendants les uns des autres. On peut chercher à rétablir sans cesse des dépendances, des relations de domination, des relations de pouvoir, on peut aussi penser l'autorité et la responsabilité autrement, précisément en termes d'interdépendance. Vous avez, en tant que communautés religieuses, quelque chose à dire dans ce débat.



Je ne peux pas aller plus loin, j'entrerai dans un domaine qui n'est pas le mien. Cette réflexion est une invitation ! Il est clair que, à mon avis, vous avez quelque chose à dire et à donner à voir au monde d'aujourd'hui sur la responsabilité sociale et environnementale à travers votre expérience de vie religieuse.

Vous avez quelque chose à dire pour nos sociétés !

LES ATELIERS

Alimentation ...

Trie et recyclage ...

Energie ...

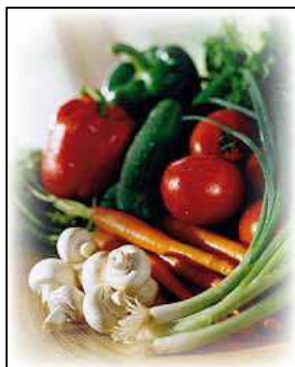
L'employeur

Mobilité ...

Dans les pages qui suivent pour chaque atelier :

- ⇒ **Le compte-rendu de l'atelier**
- ⇒ **Une fiche pour en parler en communauté**





Atelier : Alimentation

Tous les fruits et légumes dont vous rêviez ! Tel pourrait être le slogan publicitaire de n'importe quelle grande surface. On y trouvera des fraises au mois de novembre, des haricots verts à Noël. Certains produits viennent d'Afrique, d'autre d'Amérique Latine. N'y-a-t-il plus de légumes et fruits en France ? « Tiens l'autre jour il y avait une manifestation des producteurs de salade devant l'hypermarché. Il semblerait que sur une salade vendue 1€ il ne leur revient que 15 à 20 cts (coût de revient 25 cts)... »

Des questions

Des communautés locales plus ou moins sensibilisées. Le rapport à l'alimentation interroge le vœu de pauvreté en terme de solidarité (commerce équitable) et en terme économique (le budget). La question du prix est souvent évoquée avec la tendance d'aller vers le moins cher. Il semblerait nécessaire de dépasser la pauvreté en terme strictement économique.

On est de plus en plus attentifs aux légumes de saison. Il y a des prises de conscience pour se nourrir plus sainement et naturellement.

Les sensibilités sont variées et diverses à l'intérieur d'une même communauté. Certains évoquent l'interpellation des frères/soeurs qui viennent d'autres pays et qui sont étonnés des quantités consommées en France et des gaspillages aussi. Cela crée parfois des difficultés de relations.

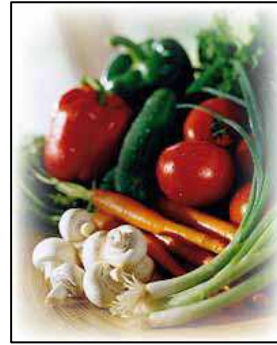
Les achats

Des expériences diverses sont évoquées : des communautés qui s'approvisionnent au marché pour les fruits et légumes ; les achats dans une ferme entreprise d'insertion qui produit 1000 paniers par semaine ; une communauté qui cultive ses propres légumes, une autre partage son jardin avec les « jardins du cœur ».

Les petits commerces de proximité ont des prix plus élevés et une communauté se trouve obligée de faire des achats en nombre dans les grandes surfaces. C'est aussi un gain de temps. On évoque les réglementations très strictes quand on fait appel à une société de restauration. Les menus sont établis pour plusieurs semaines, les achats systématiquement faits en grande surface. Il y a abondance et on ne peut pas recycler les restes.

La plupart des communautés s'intéressent au commerce équitable. Cette réflexion fait son chemin. Une communauté fait le choix d'acheter plus cher certains produits au lieu de faire un don. D'autres évoquent l'effet de mode, parfois des doutes sur le sérieux de l'entreprise... Quoiqu'il en soit les achats « équitables » sont un geste collectif de solidarité qui implique le plus souvent chaque membre de la communauté.

Alimentation et Responsabilité EN PARLER EN COMMUNAUTE



1

Les produits biologiques sont meilleurs pour la santé, mais aussi pour l'environnement. Ils génèrent moins de gaz à effet de serre et ne contaminent pas nos sols (en France, 97 % des rivières sont contaminées par des pesticides). Même importé ou emballé, un produit biologique aura toujours moins d'impact sur l'environnement qu'un produit classique.

2

La production de viande pèse lourd en termes de gaz à effet de serre. La production d'un kilo de viande de veau rejette environ la même quantité de GES qu'un trajet automobile de 220 Km. De plus, les ruminants (vaches, chèvres, moutons) rejettent un quart des émissions mondiales de méthane (le méthane a un potentiel de réchauffement global 23 fois supérieur au dioxyde de carbone). 200 g de poulet émettent dix fois moins de GES que pour produire la même quantité de bœufs.

3

Les produits congelés sont très gourmands en énergie car en plus de celle nécessaire à leur fabrication, ils doivent être conditionnés spécifiquement et maintenus à -18°C jusqu'à leur consommation (transport et dépôt dans les lieux de vente). En outre, les gaz nécessaires à fabriquer le froid ont un pouvoir de réchauffement très important de notre planète.

4

Un fruit importé hors saison consomme pour son transport 10 à 20 fois plus de pétrole que le même fruit produit localement et acheté en saison. Par contre, si vous craquez pour un produit totalement hors saison, il vaut mieux qu'il vienne de l'autre hémisphère, là où c'est la saison plutôt que d'un producteur local cultivant sous serre chauffée.

5

L'eau du robinet coûte 100 à 300 fois moins cher que l'eau en bouteille. Elle fait l'objet de contrôles de qualité réguliers et rigoureux. Alors, buvons l'eau du robinet. Cela évite de jeter des bouteilles plastiques et permettra d'économiser jusqu'à 240 000 tonnes de plastique par an ! Si vous préférez l'eau minérale, privilégiez les bouteilles de 5 litres qui permettent de réduire la quantité de déchets d'emballage par litre consommé.



Atelier : Tri et recyclage

Impossible d'y échapper ! Ce n'est plus une mais deux voire trois poubelles qui encombre désormais nos immeubles, nos maisons. Le recyclage se développe. Mais recycler c'est agir sur les conséquences ! Et si nous agissions à la source ? Suremballage, boîtes surdimensionnées...

Le respect de la création Les orientations de Chapitre

On constate l'impact des orientations de Chapitre sur le changement de pratique et l'effort mis en œuvre pour bouger sur ces questions : des communautés ont rédigé leur propre charte, d'autres témoignent de leurs efforts et se rendent compte que ce n'est pas si compliqué que ça !

- En parler en communauté et se fixer quelques points d'attention simples
- Se demander de temps en temps comment aller plus loin
- Suivre les indications proposées par les municipalités
- Eviter de se mettre trop la pression sans consensus communautaire

On constate que les avis sont souvent très partagés sur ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire. Les sensibilités et convictions sont variées parfois contradictoires. La question est de savoir comment tirer profit de ces différences et en faire un levier pour plus de solidarité !

- Echanger sur ce qui nous fait grandir ensemble...
- Ecouter l'expression des sensibilités différentes...
- Repérer les domaines qui intéressent le plus les un(e)s et les autres...
- Se demander comment nous participons à la « sauvegarde de la création »...

Il est toujours bon de savoir ce qui est en jeu dans les choix que l'on fait.

Recycler Une prière !?

EMBALLAGE

IMPRESSION RECTO/VERSO

COMPOST

PREFERENCE POUR LES SACS EN PAPIER OU RECYCLABLES

MODERER SA CONSOMMATION

...

Tri et recyclage et Responsabilité EN PARLER EN COMMUNAUTE



Du tri au recyclage :

Le tri sélectif et le recyclage sont indissociables. En effet, le but du tri sélectif est de pouvoir séparer les éléments valorisables des autres. Dans une poubelle, les éléments recyclables sont les emballages **plastiques**, les emballages **cartons**, les **papiers**, le **verre** et les **déchets organiques** (déchets de tables et épluchures) qui peuvent entrer dans la fabrication du compost. Pour l'ensemble de ces matériaux, la revalorisation consiste à leurs redonner une seconde vie sous des formes différentes.

Selon l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) en 2005, grâce aux 393 000 tonnes de papier-carton recyclées, plus d'un million de tonnes de bois sont restées dans les **forêts**. 140 000 tonnes de **pétrole** ont également été épargnées grâce à l'équivalent de 6 milliards de bouteilles et flacons en plastique triés. Par ricochet, le tri a également permis en 2005 d'éviter des rejets de **gaz** à effet de serre dans l'atmosphère équivalant à la pollution d'une ville de 750 000 habitants.

1

Le meilleur rendement est obtenu avec le verre : la refonte des bouteilles permet d'en refaire de nouvelles sans perte.

2

Le papier et le carton (journaux, magazines, etc.) sont récupérés et réexploités pour fabriquer du papier de moins bonne qualité (papier recyclé). Les fibres du papier plus courtes à chaque recyclage ne peuvent véritablement dépasser une dizaine de revalorisations. Le papier récupéré sert aussi à fabriquer des boîtes à oeufs, des isolants à fruits, de la litière, des essuie-touts, du papier toilette, des enveloppes...

3

L'acier quant à lui est utilisé pour produire des pièces de moteur, des outils, des boîtes de conserve, etc.

4

Les plastiques sont utilisés pour produire toutes sortes de sacs, récipients, couvercles pour produits non alimentaires, mais aussi des meubles de jardin, des vêtements (polaires), des jouets, des pièces d'automobile...

5

Les déchets organiques entrent dans la fabrication du compost...



Atelier : **Energie**

Si tous les habitants de la planète consommaient autant d'énergie que les occidentaux, il faudrait 3 planètes et demi. Nous le savons, les ressources en énergie fossiles sont limitées et s'épuiseront d'ici quelques décennies ou siècles. Des alternatives techniques se développent (panneaux solaires, éoliennes ...). Il nous faut aussi modérer notre consommation.

Certaines congrégations ont choisi l'énergie comme thème d'année, sensibles à la question de la solidarité avec les générations futures (dans le temps), solidaires aussi avec l'autre partie de l'humanité (dans l'espace). Tous les religieux/ses de cet atelier ont bien conscience de leur responsabilité personnelle et communautaire dans ce domaine.

1. Des sujets qui fâchent dans la pratique de la vie communautaire : éteindre la lumière, les fenêtres ouvertes et les radiateurs allumés, les appareils en veille, les lampes basse consommation en remplacement de tous les allogènes, isolation des fenêtres, régulateur et thermostat, la gestion de l'eau, vaisselle à la main ou lave vaisselle, le covoiturage, les modes de transport...

2. Des informations contradictoires : Il faut être suffisamment bien informés et conseillés pour faire des choix qui ont un impact financier important. Une communauté témoigne : la lecture du livre de Nicolas Hulot (par passage) en réunion de communauté pendant plusieurs semaines.

6. Des comportements liés à la culture d'origine. Il faut accepter de changer de mode de vie et bien souvent cela dérange. Il semble que le rapport aux vœux soit concerné dans chacune de nos démarches. Les plus ancien(ne)s font référence au vœu de pauvreté et les plus jeunes en font davantage une question de solidarité et de rapport à la création. Probablement faut-il entendre, croiser et ne perdre aucun de ces deux points de vue.

8. Devenir consom'acteur. On évoque également la participation aux décisions et choix des collectivités locales. Il semble également que les orientations des chapitres des congrégations de ces dix dernières années font de plus en plus référence à ces questions. C'est une aide.

<http://www.energies-renouvelables.org/> (solaire, éolienne, hydraulique, géothermie, biocarburants)

<http://www.credit-cooperatif.coop/particuliers/nos-produits-solidaires/> (infos investissement)

http://www.fnh.org/download/transport_dossier1.pdf (dossier pédagogique sur le transport)

http://www.fnh.org/download/ville_dossier2.pdf (dossier pédagogique urbanisme et logement)

http://www.fnh.org/francais/doc/en_ligne/energie/intro.htm (présentation des fiches pédagogiques)

Energie et Responsabilité EN PARLER EN COMMUNAUTE



1

Le chauffage représente le plus gros poste des consommations d'énergie dans l'habitat (65 %). Et qui ne rêve pas de voir fondre sa facture de chauffage tout en gardant un confort égal ? En modifiant ses comportements et en opérant des investissements judicieux, on peut y arriver. Voici des pistes à creuser.

Pour que vos radiateurs consomment moins d'énergie sans les changer, équipez-les d'un robinet thermostatique qui va les maintenir à la température choisie, compte tenu du type d'occupation de la pièce (chambre ou séjour) et des apports gratuits de chaleur (exposition sud ...).

2

Vous consommerez jusqu'à 10 % de moins avec un système qui commande le chauffage en fonction d'une température choisie plutôt qu'avec une horloge de programmation qui réduit automatiquement la température la nuit. Quoiqu'il en soit 19°C dans les pièces à vivre est le maximum et 16°C dans les chambres : c'est bon pour la santé, le porte-monnaie et l'environnement. Passer de 20°C à 19°C, c'est un pull en plus mais c'est surtout 7 % de consommation en moins. **Optez pour une chaudière performante** Votre chaudière a 20 ans ? Changez-la ! Le remplacement de toutes les chaudières qui ont plus de 20 ans économiserait le rejet de plus de 7 millions de tonnes de CO₂.

3

L'Eclairage : Impossible de se passer de lumière mais on peut en revanche diviser le coût en deux.

Remplacez vos halogènes et vos ampoules classiques par des lampes basse consommation. Elles consomment 4 à 5 fois moins d'énergie et durent 6 à 10 fois plus longtemps.

4

Evitez de laver votre linge à haute température. Si vous réglez votre lave-linge à 40°, vous consommez 25 % énergie en moins qu'en cycle court à 60 %. Faites sécher votre linge à l'air libre Avec une consommation d'environ 500 kWh par an, le sèche-linge grignote à lui seul 15 % de votre consommation annuelle d'électricité (hors chauffage). Profitez de l'air libre ou d'un local bien ventilé pour faire sécher votre linge : c'est très rentable...

5

Utilisez la touche éco de votre lave-vaisselle. Elle vous permet de réduire votre consommation d'électricité jusqu'à 45 %.



Atelier : Employeur

En tant que congrégation vous employez peut-être un ou des salariés. Conditions de travail, hygiène, sécurité, salaires ... vous êtes amenés à faire face à des obligations légales : ici en France, et ailleurs sur la planète. Des relations sociales, dialogue, échange, débats peut-être conflits se tissent au jour le jour.

Il y a de plus en plus de laïcs en responsabilité dans des maisons religieuses. Cela change la manière dont le travail est fait et demande quelques adaptations de part et d'autre. Les salariés sont payés pour leur travail là où les religieux/ses ne l'étaient pas. Les salariés sont en heures supplémentaires quand les religieux/ses ne comptaient pas leur temps. Les salariés ont des exigences de responsabilité et de qualité de travail là où les religieux, dans une autre logique, étaient moins regardants. Aujourd'hui, la communauté, en tant qu'employeur, doit, elle aussi, faire valoir ses droits.

Le respect et la défense des droits

Plusieurs économes soulignent l'importance de mettre en place des règles applicables à tous. On peut effectivement avoir des difficultés à admettre qu'une personne que l'on a aidée à un moment donné devienne ensuite exigeante sur son salaire et sur ses droits.

Il est parfois difficile de respecter les droits des salariés par manque de ressources. On préconise tout de même que les religieux perçoivent un même salaire correspondant à leur travail. La question se pose alors : à quel niveau établir les salaires de l'ensemble du personnel pour que la structure reste rentable avec un nombre de salariés donné.

Cela oblige à rédiger des statuts, un règlement intérieur, des contrats de travail, un budget prévisionnel, une charte...

On souligne l'importance de donner la parole aux salariés, qu'ils puissent participer aux réunions du personnel au même titre que les sœurs/frères concernés. Un laïc salarié devient partenaire et ne peut rester durablement un simple exécutant, il convient d'honorer ses compétences et de lui donner sa part de responsabilité.

On évoque le grand écart entre le Nord et le Sud au regard du salaire minimum, de l'assurance maladie, des retraites, des normes de sécurité (locaux, sécurité alimentaire)... Les religieux se mobilisent pour la défense des droits de leurs collègues laïcs et des populations (déchets toxiques – accès à l'eau...). Les congrégations religieuses ont du poids dans la vie sociale et politique d'une région et d'un pays, une capacité d'organisation, des moyens de communication, une notoriété, et ont de ce fait quelque chose à dire et à faire pour la défense des droits de tous.

Employeur et Responsabilité EN PARLER EN COMMUNAUTE



1

Répartition des responsabilités dans une structure de congrégation de telle sorte qu'un laïc salarié ait plusieurs interlocuteurs, chacun selon sa compétence propre : responsable du personnel, chef de service, employeur/directeur, comptable...

2

Réflexion sur l'évolution des pratiques entre « avant » et « après » : Les salariés sont payés pour leur travail là où les religieux/ses ne l'étaient pas. Les salariés sont en heures supplémentaires quand les religieux/ses ne comptaient pas leur temps. Les salariés ont des exigences de responsabilité et de qualité de travail là où les religieux, dans une autre logique, étaient moins regardants.

3

Etre au clair sur les droits et les devoirs de l'employeur. Cela demande des compétences particulières. Le partenariat avec des laïcs est une chance. Il y a une vigilance à avoir pour exercer correctement le principe de subsidiarité. Chacun ayant à exercer ses responsabilités liées à son niveau de compétence. Prendre en charge en tant qu'employeur, autant que faire se peut la formation des salariés de telle sorte qu'ils puissent progresser tant dans leur travail que dans leur fonction.

4

Le rôle des religieux/ses-communautés-congrégations dans la défense des droits des populations. La participation à la réflexion sur le droit du travail et sa mise en œuvre.

5

Réflexion sur l'intérêt de la rédaction de statuts, règlement intérieur, des contrats de travail, budget prévisionnel, charte...



Atelier : Mobilité

Les transports représentent la source la plus importante d'émission de gaz à effet de serre. Ils sont consommateurs d'énergie en quantité importante. Nombre de trajets en voiture sont effectués par une personne seule. Des initiatives de covoiturage se développent. Des possibilités de transports publics collectifs existent ; ils se développent dans certaines villes ou régions sans parfois atteindre les zones rurales ou certains quartiers de grandes villes.

La mobilité et l'utilisation des transports ne peut être abordée de la même manière en zone urbaine qu'en zone rurale.

1 – Une question délicate. Lorsque nous évoquons cette question, notre regard se tourne sur l'utilisation de la voiture de la communauté. Nous faisons des choix forts pour l'utiliser de façon plus collective. Mais compte-tenu de l'âge d'un certain nombre de religieux ou religieuses poser cette question revient aussi à mettre en cause l'autonomie des plus anciens ou anciennes. Délicat !

2 – Des différences culturelles profondes. Dans les congrégations vivent des hommes ou femmes d'origines très différentes. L'approche des questions environnementales nécessite un temps important de dialogue sur la culture de l'autre (Afrique, Madagascar, Europe de l'Est, Amérique du Sud...).

3 – Ce qui motive nos choix. Des choix importants sont faits au nom du vœu de pauvreté pour des raisons économiques. D'autres en raison de la responsabilité sociale. Peu de choix sont motivés par la responsabilité environnementale. La réflexion inter-congrégation à l'échelle locale ou régionale paraît une bonne piste pour progresser.

4 – Nouvelles technologies. Les nouvelles technologies de communication représentent une alternative pour éviter des déplacements. Mais nous faisons aussi l'expérience des limites de ces pratiques qui ne peuvent pas remplacer le lien social d'une rencontre physique.

5 – Le rapport au temps interrogé. Faire toujours plus en peu de temps est une des causes principale du transport individuel (voiture) : cela est autant valable dans le cadre professionnel que militant. Il faudrait interroger notre rapport au temps et redéfinir peut-être quelle présence aux autres, quelle présence de proximité nous voulons vivre.

6 – Tension responsabilité sociale et responsabilité environnementale. Il y a tension voire contradiction entre responsabilité sociale et environnementale sur nos lieux de vie et d'engagements. Comment être à côté de ceux qui se battent pour sauver leur emploi dans l'automobile tout en ayant le souci de la responsabilité environnementale ?

7 – L'action dans le champ politique. Sommes-nous suffisamment engagés pour influencer sur les choix politiques en matière de transport en commun, plan de circulation des villes ... ?

8 – Savourer la nouveauté. Il nous faut prendre le temps de pointer et de dire les espaces nouveaux de lien social, de relations que créent nos choix.

Mobilité et Responsabilité EN PARLER EN COMMUNAUTÉ



1

La marche, c'est gratuit et bon pour la santé. L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) préconise 30 minutes de marche par jour pour se maintenir en forme et diminuer les risques de maladies cardiovasculaires. Un automobiliste en fait seulement 8 minutes. Marcher 1 h ou pédaler 20 min. par jour, évite d'émettre ½ tonne de CO₂ par an et économise ainsi 160 litres de carburant, soit plus de 200 € par an.

2

Les transports en commun sont très économes en espace et en énergie et moins polluants. Une rame de tramway transporte à peu près l'équivalent en passagers de 170 voitures. Un passager du métro consomme environ 10 fois moins d'énergie qu'en utilisant sa voiture.

3

Avant de prendre votre voiture en ville, réfléchissez ! Elle est le moyen le plus cher de se déplacer en ville avec 30 centimes d'euros du km. 80 % des conducteurs français roulent seuls dans leur voiture. Se regrouper est une bonne manière de diminuer le nombre de véhicules et de partager les frais. Mais comment faire pour trouver un compagnon de route ? Dans certaines entreprises, universités, des systèmes de « petites annonces » sont mis en place. De nombreux sites Internet relaient les associations en regroupant offres et demandes.

4

La compensation carbone : www.compensationco2.fr

Il n'est pas toujours possible d'éviter un déplacement en voiture ou en avion. La compensation carbone permet par un système de compensation volontaire de prendre en charge les émissions de CO₂ dues à nos déplacements. Le principe sous-jacent étant qu'une quantité donnée de CO₂ émise dans un endroit peut être « compensée » par la réduction ou la séquestration d'une quantité équivalente de CO₂ en un autre lieu. Les émissions de gaz à effet de serre générées par une activité (transport, chauffage, etc.) sont mesurées et vous avez la possibilité de participer en compensation au financement d'un projet (énergie renouvelable, efficacité énergétique ou reboisement) qui permettra de réduire, dans un autre lieu, un même volume de gaz à effet de serre.

5

Mobilité durable, bouger moins pour être plus présent (*Justice et Paix France 2007*).
A lire absolument !



POUR ALLER PLUS LOIN

Documents de référence

1. Le Petit Livre Vert pour la Terre

<http://www.defipourlaterre.org/agir/petit-livre-vert.pdf>



Ce livret très pédagogique et facile d'accès recense plus de 100 gestes classés par lieux de vie. Une carte d'engagement invite le lecteur à relever un Défi.

2. HOME film de Y. Arthus-Bertrand

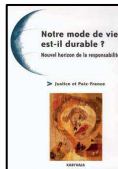
www.goodplanet.info - www.home-2009.com



Ce film est sorti le 5 juin 2009 dans 50 pays simultanément à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement. Ce qui est dit et montré dans ce film, tout le monde le sait, sans vouloir vraiment y croire. Home est une pierre supplémentaire à l'édifice. Le film est disponible sur Internet, il est diffusé au cinéma et en support DVD.

3. Notre mode de vie est-il durable ? : nouvel horizon de la responsabilité

Ouvrage collectif - Justice et Paix-France - Ed. Karthala, 2006. Commande à justice.paix@cef.fr (18 € ou 15 € à partir de 10 ex. - port compris)



Nos choix et nos projets individuels s'inscrivent d'une manière nouvelle dans un horizon collectif. Un enjeu éthique majeur apparaît ainsi associé au développement durable : il invite à reconsidérer la notion de responsabilité collective. Le développement durable introduit également une approche positive de la limite...

4. Constituer des Dossiers



Quelques idées : éco-consommation, réduction des déchets, commerce équitable, agriculture de proximité, énergie renouvelable, transport ...

5. Calculer son empreinte écologique



Retrouvez le document à l'adresse suivante

http://www.passerelleco.info/IMG/pdf/Test_Empreinte_Ecologique.pdf

LISTE DES PARTICIPANTS

	CSM	FONCTION	INSTITUT	PRENOM	NOM
1	0050	Econome provinciale	Religieuses de l'Assomption	Anne	GUILLIEN
2	0050	Econome générale	Religieuses de l'Assomption	Nicole	WILLEM
3	0050	Bureau RFJAE	Religieuses de l'Assomption	Catherine	BABOU
4	0070	Conseillère générale	Augustines Hospitalières	Marie Renée	DELANNOY
5	0150	Déléguée	Auxiliairices de la Charité	Colette	BAUDOIN
6	0210	Econome générale	Bernardines d'Esquermes	Marie Joséphe	LAUDE
7	0210	Prieure générale	Bernardines d'Esquermes	Mary Helen	JACKSON
8	0280	Supérieure provinciale	Notre Dame Ch. de St Augustin	Christiane	KIENTZ
9	0300	Déléguée de la Sup.Gé.	Charité et Inst. Chrétienne de Nevers	Jeanne	UKO
10	0320	Econome générale	Charité Notre Dame D'Evron	Anne Marie	LEVALET
11	0320	Assistante générale	Charité Notre Dame D'Evron	Marie Françoise	FAROUAULT
12	0350	Econome générale	Sœurs de la Charité de Ste Marie	Bernadette	SAULIN
13	0370	Econome générale	Soeurs du Christ Rédempteur	Marie-Thérèse	BOUCAULT
14	0450	Econome provinciale	Sœurs de la Divine Providence	Marie Juliette	HEN
15	0450	Conseillère provinciale	Sœurs de la Divine Providence	Odile	BECHER
16	0460	Econome générale	Divine Providence de Ribeaupillé	Marie-Ange	SAUER
17	0520	Econome générale	Dominicaines du St nom de Jésus	Marie-Dominique	BOUTRY
18	0520	Déléguée	Dominicaines du St nom de Jésus	Marielle	LAPORTE
19	0550	Prieure générale	Dominicaines de l'I. Conception	Annick	DUPUY
20	0600	Econome générale	Dominicaines de ND de Grâce	Ragnhild Marie	BJELLAND
21	0630	Déléguée	Dominicaines de la Présentation	Michèle	LAINE
22	0810	Econome générale	Filles de la Charité SC de Jésus	Josette	CERNOIS
23	0820	Secrétaire de l'Ec. générale	Filles de la Charité St V de Paul	Andrée	BLANCHET
24	0850	Assistante conseillère générale	Filles de la Croix (de St André)	Doris	BLANCHETTE
25	0860	Vice provinciale	Filles de Jésus de Ker Maria	Annick	LE TORT
26	0950	Econome générale	F de la Prov. de Saint Briec	Marcelle	FRELAUT
27	0950	Supérieure générale	F de la Prov. de Saint Briec	Louise	TOUCHETTE
28	0970	Déléguée	Filles de la Sagesse	Marie-Agnès	DERAM
29	1020	Supérieure générale	CORREF secrétaire générale	Thérèse	REVAUT
30	1020	Conseillère générale	Filles du Saint Esprit	Jeannette	LE BERRE
31	1040	Econome générale	Filles de Ste M. de la Présentation	Marie Joseph	GUIVARCH
32	1040	Assistante générale	Filles de Ste M. de la Présentation	Jacqueline	JOSSE
33	1110	Conseillère générale	Franciscaines Miss. Notre Dame	Olga	TREVISANUT
34	1130	Déléguée Justice Paix	Franciscaines Miss. de Marie	Jacqueline	MILLET
35	1170	Conseillère générale	Franciscaine de la Prop. de la foi	Nicolle	GENIN
36	1370	Econome générale	Immaculée Conception	Monique	BELLIARD
37	1420	insertion locale	Immaculée C. de St Meen	Geneviève	LEBRETON
38	1435	Conseillère générale	Institut des srs de St François d'A.	Marie-Jo	PERRAUD
39	1440	Econome générale	Instruction Chrét. de St Gildas	Christiane	BOUCHAUD

	CSM	FONCTION	INSTITUT	PRENOM	NOM
40	1440	Supérieure générale	Instruction Chrét. de St Gildas	Denise	CORBINEAU
41	1440	Conseillère générale	Instruction Chrét. de St Gildas	Renée	BAHOLET
42	1550	Déléguée	Sté de Marie Réparatrice	Thérèse	LORDA
43	1630	Déléguée	Missions étrangères	Thérèse	GLATIGNY
44	1650	Correspondante RFJAE	Missionnaires ND d'Afrique	Claire-Michèle	DIOT
45	1680	Econome principale	Missionnaires du St Esprit	Marthe	LAISNE
46	1680	Conseillère générale	Missionnaires du St Esprit	Filoména	BORGES
47	1690	Conseillère générale	Religieuses de Nazareth	Anne	MISOFFE
48	1840	Conseillère générale	Notre Dame de la Croix	Michèle	GONDOIN
49	1870	Assistante Province Europe	ND de l'Immaculée C. de Castres	Marie-Dominique	CASSIN
50	1940	Econome/cons. générale	Oblates de l'Assomption	Marie-Françoise	BICHUNCHYMA N.
51	2020	Econome générale	Orantes de l'Assomption	Catherine	VAUCELLE
52	2060	Econome générale	Ptes servantes du C. de Jésus	Marie-Alix	DROUIN
53	2080	Econome générale	Petites Sœurs dominicaines	Chantal	LESAGE
54	2090	Assistante générale	Petites sœurs de l'Evangile	Roswitha	V. OPPENKOWSKI
55	2180	Econome générale	Petites Soeurs de l'Ouvrier	Thérèse	VANDEWEGHE
56	2310	Conseillère et équipe éco.	Providence de la Pommeraye	Huguette	MORINEAU
57	2310	Conseillère générale	Providence de la Pommeraye	Denise	BLIN
58	2335	Econome régionale Europe	Religieuses de Saint André	Catherine	ROSEAU
59	2335	Econome de communauté	Religieuses de Saint André	Christiane	GUILBAUD
60	2340	Econome/conseillère générale	Providence St André	Josée	CHABLIN
61	2350	Supérieure générale	Providence de Sées	Christiane	GARNIER
62	2410	Conseillère générale	Sacré-Cœur de Jésus de St Jacut	Aline	HELIAS
63	2410	Conseillère générale	Sacré-Cœur de Jésus de St Jacut	Cynthia	JOHNSTON
64	2450	Conseillère provinciale	Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie	Odile	LOISEAU
65	2450	Assistante générale	Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie	Jacqueline	BITEAUD
66	2680	Déléguée	Saint Joseph de Cluny	Sr Carmen	
67	2830	Econome générale	Sainte Chrétienne	Rose-Marie	WANTZENRIETHER
68	2930	Conseillère et Secr. prov.	Sainte Famille de Villefranche de R.	Claude	LAVENUS
69	3010	Econome générale	Compagnie de Ste Ursule de Tours	Anne	BAYART
70	3130	Econome générale	Servantes des Pauvres J. Delanoue	Jeannine	LOITIERE
71	3130	Conseillère générale	Servantes des Pauvres J. Delanoue	Marie Jeannette	RAZAFIMAMONTY
72	3180	Econome provinciale	Sté des filles du cœur de Marie	Angelina	LONGO
73	3180	Déléguée	Sté des filles du cœur de Marie	Marthe	MOREL
74	3200	Responsable Communauté	Société du Sacré-Cœur	Louise	DE PONCHEVILLE
75	3230	Régionale France	Société Srs du Prado	Renée	LE MAITRE
76	3240	Conseillère générale	Sœurs des Campagnes	Yvette	CHARRIER
77	3300	Econome générale	Sœurs de la Croix	Odile	WURRY
78	3300	Assistante Provinciale	Sœurs de la Croix	M-Bernadette	ZIEGELMEYER
79	3470	Conseillère provinciale	Union Notre Dame de Charité	Anne-Marie	KLOPSTEIN
80	3470	Equipe provinciale	Union Notre Dame de Charité	Cécile	VRARD
81	3510	Equipe économique	Ursulines de Jésus	Christiane	GROSSIN
82	3560	Supérieure générale	Institut des Xavières	Marie-Sylvie	RICHARD

	CSM	FONCTION	INSTITUT	PRENOM	NOM
83	2100	Délégué	Fils de la Charité	<i>Vincent de Paul</i>	GOULEI
84	3700	Secrétaire régional	Frère Miss. des Campagnes	<i>Jacques</i>	TIVOLI
85	4010	Responsable Service Missions	Congrégation de la Mission (Lazaristes)	<i>Audace</i>	MANIRAMBONA
86	6400	Econome Vicariat Fr-Esp.	Prêtres du SC de Jésus de Bétharram	<i>Joseph</i>	SAINT-PE
87	8100	Provincial + Président RFJAE	CORREF <i>membre</i>	<i>Guy</i>	VUILLEMIN
88		Ch de M Bretagne P. de Loire	CCFD	<i>Louis-Marie</i>	BOUTIN
89		Ch de M Campagne et Thème	CCFD	<i>Pascal</i>	VINCENS
90		Lien CCFD/Congrégations	CCFD	<i>Christiane</i>	VANVINCQ
91		Chargée de Mission	JUSTICE ET PAIX	<i>Elena</i>	LASIDA





4 pages *envoyé par mail*

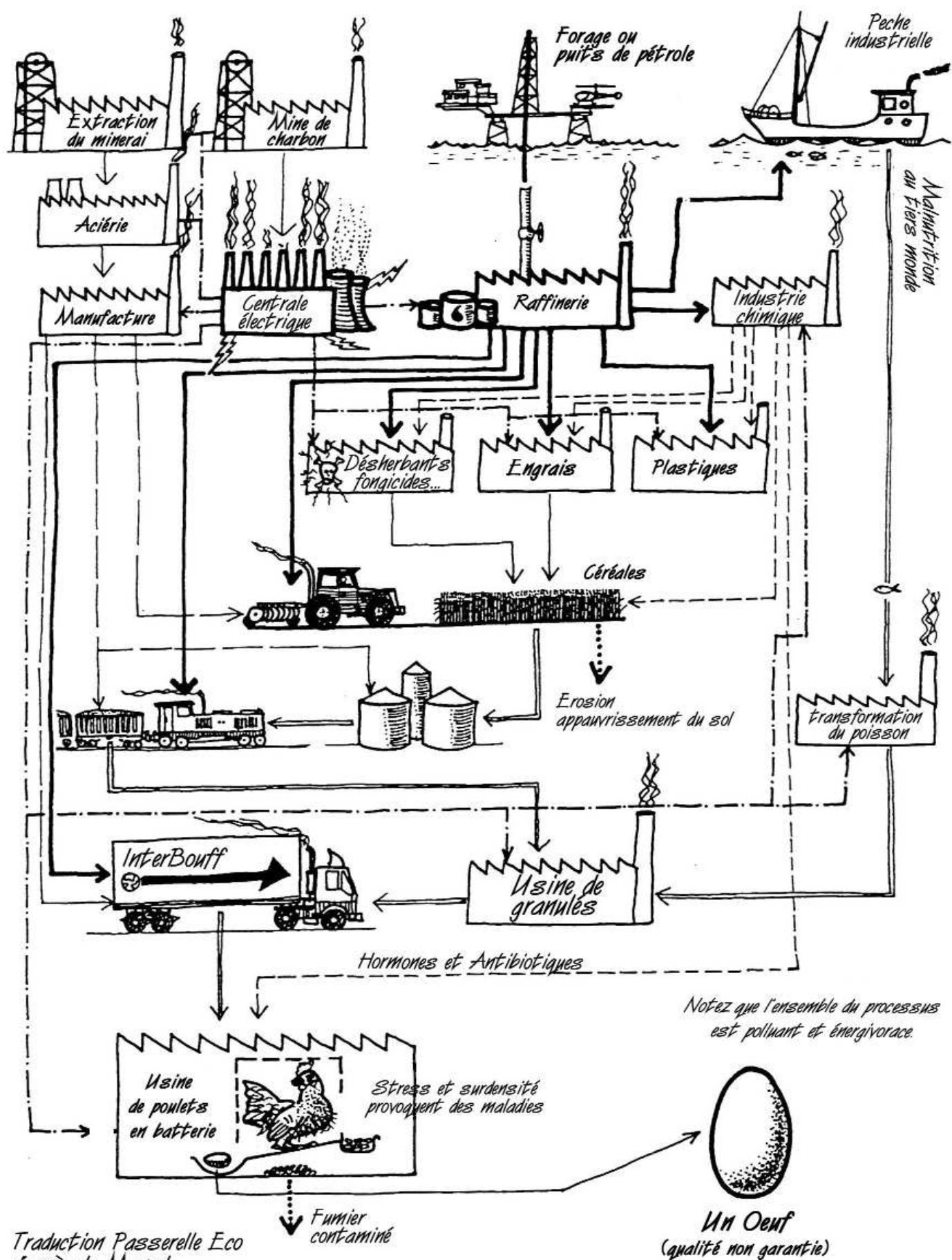
Ce **4 pages** paraît trois fois par an en octobre / janvier / avril, s'adresser à tous les religieux, religieuses et associés intéressés par le propos... Il est diffusé largement si besoin ou intérêt. Il est possible de s'inscrire ou de se désinscrire à tout moment. Au sommaire de chaque numéro :

- une rubrique éducation / formation
- une page témoignage / partenariat
- une partie infos-actualités du CCFD

Pour vous abonner

Envoyer les informations ci-dessous à
c.vanvincq@ccfd.asso.fr

Nom.....
 Prénom.....
 Congrégation.....
 Code Corref/CSM *si vous le connaissez*.....
 Fonction/lien à l'Institut.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....
 @.....



Traduction Passerelle Eco
d'après le Manuel
de Design Permaculturel
de Bill Mollison

Production industrielle d'un oeuf